

Gouvernement du Québec

Décret 602-98, 29 avril 1998

CONCERNANT la nomination des membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1) prévoit que la Commission québécoise des libérations conditionnelles est composée d'au plus douze membres à plein temps, dont un président et un vice-président, et d'au moins un membre à temps partiel par région déterminée par règlement et qu'ils sont nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 4 de cette loi stipule que les membres à temps partiel sont nommés pour une période qui ne peut excéder deux ans;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1697-95 du 20 décembre 1995, le gouvernement a nommé les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de procéder à la nomination des nouveaux membres à temps partiel de cette commission;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Sécurité publique:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour un mandat de deux ans à compter du 13 mai 1998:

Région de Montréal-Métropolitain

Madame Constance Bennett
Professeure au Collège de Maisonneuve

Monsieur Léonel Bernard
Délégué à la jeunesse aux Centres jeunesse de Montréal

Monsieur Jean Sergo Bien Aimé
Conseiller en main-d'œuvre et orientation au Service d'aide aux néo-québécois et immigrants inc.

Monsieur Roland Bourget
14, chemin Rambervillers
Lorraine

Monsieur Yves Cartier
Psychologue en pratique privée

Monsieur Benoît Côté
Directeur adjoint à la Maison funéraire Aaron

Madame Marie-Hélène Côté
2185, de Maricourt, app. 16
Montréal

Monsieur Pierre Cyr
Conseiller en sécurité publique

Madame Thérèse Daviau
1972, Laurier Est
Montréal

Madame Amanthe Estiverne-Bathalien
Cadre intermédiaire aux Centres jeunesse de Montréal

Madame Janie Fortin
Intervenante psychosociale à Passages-Centre de secours aux jeunes prostituées de Montréal

Madame Marie Gagnon
Professeure au Collège de Maisonneuve

Monsieur Michel Groulx
5105, boulevard L'Assomption, app. 1001
Montréal

Monsieur Rafael Hernandez
Directeur général de la Maison internationale de la Rive-Sud

Madame Elysabeth Lacombe
Auxiliaire d'enseignement à l'Université du Québec à Montréal

Madame Isabelle Leblond
Directrice de Opération surveillance Anjou

Madame Connie Petosa
Directrice de programme au Centre d'hébergement L'Abri d'espoir

Monsieur Gilles Roussel
10651, Paris, app. 1
Montréal-Nord

Monsieur Alain St-Germain
9140, rue de Ségur
Saint-Léonard

Madame Anna Maria Silvestri
Professeure au Collège de l'Assomption et chercheuse autonome

Monsieur René Théberge
Coordonnateur aux admissions, Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse de la Montérégie

Région Sud-de-Montréal

Monsieur Pierre-Louis Dupuis
Criminologue

Madame Claudette Dupuis-Salvas
Directrice générale du Centre d'action bénévole du
Bas-Richelieu

Région de Québec

Monsieur Gilles Blanchard
21, Châteauneuf
L'Ange-Gardien

Monsieur Nelson Bouchard
Entrepreneur en construction, Nelson Bouchard enr.

Monsieur Mark Falardeau
Professeur au CEGEP François-Xavier-Garneau

Monsieur Jean Genest
3775, rue Vendôme
Québec

Monsieur Michel N. Gros-Louis
455, Stanislas Koska
Village Huron

Monsieur Marc Laforest
Journalier, Daishowa

Monsieur Claude Lessard
380, Gingras, app. 308
Sainte-Foy

Monsieur Paul Picard
3046, de la Promenade
Sainte-Foy

Madame Hélène Robitaille
Propriétaire d'un service de garde en milieu familial,
Hélène Robitaille enr.

Monsieur Raymond Rocheleau
151, Carmichaël
Charlesbourg

Région des Cantons-de-l'Est

Monsieur Laurent Côté
365, chemin Wheeler
Canton Eaton, Sherbrooke

Madame Pauline Lacroix
Secrétaire, Bombardier

Monsieur Jean-Guy Morin
820, rue Cartier-Auger
Roxton Falls

Région de la Côte-Nord

Monsieur Roland Duguay
Journaliste à la pige

Monsieur Gérald Dupuis
723, rue Henri
Baie-Comeau

Madame Louise St-Pierre
Directrice de Multi-Projets enr.

Région des Laurentides-Lanaudière

Madame Alison Foy-Vigneault
Thérapeute, Les Consultants Delorme-Lussier

Monsieur Raymond Hade
1665, de la Nichée
Sainte-Adèle

Monsieur Pierre Laramée
121, Lakeshore
Morin Heights

Région de Trois-Rivières

Monsieur Paul Bédard
Criminologue au Centre de services sociaux

Monsieur Yves Cossette
Agent de relations humaines au CLSC du Centre-de-la-
Mauricie

Monsieur Jean-Marc Hudon
Président, Ressources Expert JMH

Région du Saguenay-Lac-St-Jean

Monsieur Pierre Duchaine
Directeur général du Conseil régional de prévention de
la criminalité

Monsieur «Kak'wa» Rémy Kurtness
Chef et président-directeur général du Conseil des
Montagnais du Lac-Saint-Jean

Monsieur André Munger
1268, rue Bizet
Chicoutimi

Région du Nord-Ouest et du Nouveau-Québec

Monsieur Fernand Bellehumeur
458, boulevard Évain Est
Évain

Madame Solange Bordeleau
Assistante en chiropractie, Docteur Luc Lapointe

Monsieur Pierre A. Corbeil
Notaire, Corbeil & Simard

Région de l'Outaouais

Madame Louise Jeanvenne
Directrice générale de l'Avenue des Jeunes

Monsieur Jean-Yves Tellier
157, Labbé
Buckingham

Monsieur Claude Vandelac
Conseiller au Centre Nouvel-Horizon et Directeur du
Centre de sophrologie de l'Outaouais

Région du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

Madame Claire Bilocq
Coordonnatrice au Comité des ressources pour le
Regroupement des organismes communautaires

Madame Francine Dionne
Directrice du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
de la région de Rimouski

Madame Patricia Ann Fallu
Directrice, Organisme gaspésien des personnes atteintes
du cancer

Monsieur Marc-A. Hudon
31, rue des Bouvreuils, app. 5
Maria

Madame Alma Leblanc
Directrice générale du Centre de prévention du suicide
du Bas-Saint-Laurent;

QUE le décret 1697-95 du 20 décembre 1995 soit
abrogé à compter du 13 mai 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif
par intérim,*
MICHEL NOËL DE TILLY

30019

Gouvernement du Québec

Décret 603-98, 29 avril 1998

CONCERNANT l'exclusion de l'application de la Loi
sur le ministère du Conseil exécutif des ententes
intergouvernementales conclues entre le gouverne-
ment du Québec et le gouvernement fédéral dans le
cadre du Programme conjoint de protection civile

ATTENDU QUE le gouvernement fédéral a institué un
programme conjoint de protection civile afin d'apporter
une aide financière à des projets parrainés par des orga-
nismes provinciaux qui visent à améliorer la capacité et
l'efficacité des mesures d'urgence à travers le Canada;

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique, en
vertu de l'article 11 de la Loi sur la protection des
personnes et des biens en cas de sinistre (L.R.Q.,
c. P-38.1), a pour fonction d'élaborer et de proposer au
gouvernement une politique de prévention des sinistres
et de mesures d'urgence à prendre en cas de sinistre, de
mettre en oeuvre cette politique et d'en coordonner l'exé-
cution;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 14 de cette même
loi, le ministre de la Sécurité publique peut conclure une
entente avec un gouvernement, un ministère, un orga-
nisme gouvernemental, une corporation municipale ou
une autre personne, soit du Québec soit d'ailleurs, inté-
ressée aux mesures d'urgence;

ATTENDU QUE la mise en application du Programme
conjoint de protection civile nécessite la conclusion d'en-
tentes entre le gouvernement du Québec et le gouverne-
ment fédéral;

ATTENDU QUE de telles ententes constituent des en-
tentes intergouvernementales au sens de l'article 3.7 de
la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q.,
c. M-30);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.8 de cette loi, les
ententes intergouvernementales canadiennes doivent pour
être valides, être approuvées par le gouvernement et être
signées par le ministre délégué aux Affaires inter-
gouvernementales canadiennes;

ATTENDU QU'aux termes de l'article 3.13 de la loi
précitée, le gouvernement peut, dans la mesure et aux
conditions qu'il détermine, exclure de l'application de
la loi des catégories d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu d'exclure les ententes portant
sur le Programme conjoint de protection civile entre le
gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral;